



Du transit à l'installation

*Ce que l'expérience européenne révèle
pour la politique migratoire marocaine*

RESUME

Cette analyse montre que l'immigration est devenue durable en Europe. Malgré une amélioration de l'accès des migrants à l'emploi et à l'éducation, des inégalités importantes persistent. Le cas européen met aussi en lumière les défis futurs du Maroc en matière d'intégration et de gouvernance migratoire.

HASSAN Bentaleb

Migrapress

L'intégration des immigrés en Europe : des progrès réels, mais des inégalités persistantes

L'immigration est devenue l'un des grands enjeux structurels de l'Europe contemporaine. Longtemps abordée comme une question conjoncturelle ou sécuritaire, elle s'impose désormais au cœur des débats sur le vieillissement démographique, les pénuries de main-d'œuvre et l'avenir des systèmes sociaux européens. Dans de nombreux pays, les migrants ne représentent plus une présence marginale, mais une composante durable de la population active et urbaine.

Pourtant, une confusion persiste souvent dans le débat public : la présence croissante des migrants est régulièrement interprétée comme un indicateur automatique de réussite ou, au contraire, d'échec des politiques migratoires. Or, la question centrale n'est pas seulement celle du nombre de migrants, mais surtout celle de leur intégration économique et sociale. Travaillent-ils ? Dans quels secteurs ? Leurs compétences sont-elles reconnues ? Peuvent-ils accéder à une mobilité professionnelle réelle ? C'est à partir de ces interrogations que l'analyse de Tommaso Frattini et Anissa Bouchlaghem¹ apporte un éclairage essentiel sur l'évolution de l'intégration des immigrés en Europe entre 2015 et 2024.

Une immigration devenue structurelle

Les données montrent d'abord une transformation profonde des sociétés européennes. En 2024, les immigrés représentaient environ 13 % de la population de l'Union européenne. Dans les pays d'Europe occidentale les plus attractifs économiquement, près d'un habitant sur six est désormais né à l'étranger.

Cette évolution confirme que l'immigration n'est plus un phénomène temporaire lié à des crises ponctuelles, mais une réalité structurelle des économies européennes. Les marchés du travail européens dépendent de plus en plus d'une main-d'œuvre immigrée, notamment dans les secteurs en tension comme la santé, le bâtiment, la logistique, les services à la personne ou l'agriculture.

Cependant, cette transformation reste très inégale selon les pays. Des États comme Malte, Chypre, l'Espagne ou l'Allemagne ont connu une forte augmentation de leur population immigrée, tandis que la France, l'Italie ou le Danemark ont enregistré des évolutions plus limitées. Cette diversité rappelle qu'il n'existe pas une seule "expérience migratoire européenne". Chaque pays combine des trajectoires économiques, des politiques d'accueil et des modèles d'intégration différents.

Des progrès réels sur le marché du travail

L'un des principaux enseignements du rapport est que la situation des migrants s'est globalement améliorée au cours de la dernière décennie.

Le niveau d'éducation des immigrés a progressé de manière significative. La proportion de migrants diplômés de l'enseignement supérieur a augmenté, tandis que leur accès à l'emploi s'est renforcé. Les migrants occupent également davantage de postes qualifiés qu'en 2015, et sont un peu moins concentrés dans les emplois les plus précaires.

Ces évolutions contredisent certains discours politiques présentant les migrants comme une population durablement "assistée" ou extérieure au marché du travail. En réalité, les migrants participent pleinement aux transformations

¹ Frattini, T et A Bouchlaghem (2026), L'intégration des immigrants en Europe : 10e rapport de l'Observatoire des migrations, CEPR Press.

économiques européennes et à la montée générale des qualifications.

Mais ces progrès doivent être interprétés avec prudence. Les populations natives ont elles aussi connu une amélioration importante de leur situation économique et éducative. Résultat : même si les migrants progressent en valeur absolue, les écarts relatifs avec les natifs restent importants.

L'écart d'emploi entre migrants et autochtones demeure proche de dix points dans plusieurs pays européens. Autrement dit, les migrants travaillent davantage qu'avant, mais ils continuent à rencontrer plus de difficultés d'accès à l'emploi que les natifs.

Une intégration à plusieurs vitesses

L'analyse montre également que le terme "migrant" masque des réalités extrêmement différentes. Tous les immigrés ne rencontrent pas les mêmes conditions d'intégration.

Les migrants originaires d'autres pays européens affichent des taux d'emploi relativement proches de ceux des populations locales. En revanche, les migrants venus de pays hors Union européenne restent confrontés à des écarts beaucoup plus importants.

Cette distinction est essentielle car la composition des flux migratoires a changé depuis 2015. La part des migrants non européens a augmenté dans plusieurs pays. Or, ces populations font souvent face à des obstacles plus lourds : reconnaissance difficile des diplômes, barrières linguistiques, discriminations, accès limité aux réseaux professionnels ou concentration dans des secteurs précaires.

Ainsi, un indicateur global stable peut masquer des évolutions plus complexes. Le maintien de l'écart moyen d'emploi ne signifie pas forcément une stagnation

générale. Dans certains cas, il traduit même une amélioration relative de la situation des migrants non européens malgré leur augmentation démographique.

Le problème central : la qualité de l'emploi

L'un des apports majeurs du rapport est de dépasser la simple question de l'accès à l'emploi. Car avoir un travail ne signifie pas nécessairement être pleinement intégré économiquement.

De nombreux migrants occupent des emplois très inférieurs à leur niveau de qualification. Ce phénomène de "déclassement" ou de "gaspillage des compétences" constitue l'une des principales limites du modèle européen d'intégration.

Des ingénieurs, médecins, enseignants ou diplômés universitaires se retrouvent fréquemment cantonnés à des emplois peu qualifiés. Cette situation réduit non seulement les perspectives individuelles des migrants, mais représente aussi une perte économique pour les sociétés européennes elles-mêmes.

Les auteurs montrent que les immigrés restent surreprésentés dans les emplois les moins rémunérés et les moins valorisés socialement. Même lorsque leur niveau d'éducation est comparable à celui des natifs, les écarts professionnels persistent.

Cela révèle l'existence de mécanismes plus profonds que la simple question des compétences : discrimination à l'embauche, faible reconnaissance des diplômes étrangers, fermeture de certaines professions réglementées, insuffisance des réseaux professionnels ou difficultés linguistiques.

Une tension croissante dans les sociétés européennes

Cette situation produit une contradiction importante au sein des sociétés européennes. D'un côté, les économies ont besoin des migrants pour compenser le vieillissement démographique et soutenir certains secteurs en pénurie de main-d'œuvre. De l'autre, les politiques d'intégration restent souvent incomplètes et les débats publics demeurent dominés par des logiques sécuritaires.

Cette contradiction alimente les tensions politiques autour de l'immigration. Lorsque les migrants restent concentrés dans les emplois précaires ou connaissent des difficultés d'intégration durable, cela nourrit les discours populistes présentant l'immigration comme une charge économique ou un facteur de fragmentation sociale.

À l'inverse, les données montrent qu'une intégration réussie dépend fortement des politiques publiques mises en place : accès rapide au marché du travail, apprentissage linguistique, reconnaissance des qualifications, accompagnement professionnel et lutte contre les discriminations.

Une Europe entrée dans une nouvelle phase migratoire

Le principal enseignement de cette décennie est sans doute le suivant : l'Europe est entrée dans une phase où l'immigration constitue désormais un élément permanent de son fonctionnement économique et démographique.

La question n'est donc plus de savoir si l'Europe aura besoin de migrants, mais dans quelles conditions ces migrants pourront s'intégrer durablement et accéder à une véritable mobilité sociale.

Les progrès observés depuis 2015 sont réels. Les migrants sont plus présents, plus qualifiés et davantage insérés dans l'emploi qu'auparavant. Mais ces avancées ne

doivent pas masquer la persistance d'inégalités structurelles importantes.

L'enjeu des prochaines années sera donc moins quantitatif que qualitatif : permettre aux migrants non seulement d'accéder à un emploi, mais aussi à des emplois correspondant réellement à leurs compétences et à leurs qualifications.

Le Maroc face aux défis d'une migration devenue structurelle : enseignements du modèle européen

Cette analyse d'intégration au niveau de l'UE, peut fortement intéresser le Maroc parce qu'elle met en lumière plusieurs contradictions structurelles auxquelles le pays est désormais confronté depuis la mise en œuvre de la SNIA en 2013. Le cas européen agit ici comme un laboratoire avancé permettant d'anticiper certaines dynamiques déjà visibles au Maroc, notamment autour de l'intégration économique, de la territorialisation de la migration et de la production des tensions sociales.

Premièrement, l'expérience européenne montre qu'une politique migratoire ne peut plus être pensée uniquement sous l'angle du contrôle sécuritaire ou de la régularisation administrative. La véritable question devient celle de l'intégration socio-économique. Or, au Maroc, les politiques publiques ont longtemps insisté sur la dimension humanitaire et diplomatique de la migration, sans construire de véritable modèle d'intégration économique durable des migrants subsahariens. Le rapport européen rappelle pourtant qu'un migrant qui travaille dans un emploi précaire très éloigné de ses qualifications reste dans une situation d'intégration incomplète. Cette réflexion est essentielle pour le Maroc où beaucoup de migrants sont concentrés dans l'informel, les petits services urbains ou les

activités précaires malgré parfois un niveau élevé de formation.

Deuxièmement, cette analyse intéresse directement le Maroc parce qu'elle montre que la présence migratoire transforme progressivement les territoires urbains. En Europe, les migrants ne sont plus perçus comme une population transitoire mais comme une composante structurelle des villes et des marchés du travail. Le Maroc connaît aujourd'hui une évolution similaire, notamment dans des espaces comme Casablanca, Rabat, Tanger ou Oujda. Cela pose des enjeux nouveaux de cohabitation urbaine, d'accès au logement, de visibilité dans l'espace public et de gestion locale de la diversité. C'est précisément ce qui explique l'importance croissante de la territorialisation de la gouvernance migratoire au Maroc.

Troisièmement, le texte européen révèle que les tensions sociales naissent souvent moins de la présence migratoire elle-même que des inégalités économiques et du sentiment de concurrence sociale. Cette dimension est fondamentale pour comprendre l'évolution récente des discours anti-migrants au Maroc. Dans plusieurs espaces numériques marocains, les migrants sont présentés comme des concurrents pour l'emploi, les aides sociales ou l'espace urbain. Pourtant, comme en Europe, ces perceptions sont souvent déconnectées des réalités statistiques. L'analyse européenne montre donc comment les difficultés d'intégration peuvent alimenter des récits politiques et identitaires plus larges.

Quatrièmement, cette analyse peut aider le Maroc à éviter certaines erreurs européennes. L'Europe a longtemps privilégié une intégration économique fonctionnelle — utiliser la main-d'œuvre migrante pour répondre aux besoins du marché — sans traiter suffisamment les questions de discrimination, de reconnaissance des compétences ou de

mobilité sociale. Résultat : de nombreux migrants restent enfermés dans des positions subalternes même après plusieurs années de résidence. Le Maroc pourrait connaître des dynamiques similaires si les politiques migratoires restent limitées à la régularisation administrative sans politiques structurelles d'intégration sociale et professionnelle.

Enfin, cette réflexion éclaire aussi la position géopolitique du Maroc dans l'externalisation des politiques migratoires européennes. L'Union européenne pousse de plus en plus les pays du Sud à devenir non seulement des espaces de contrôle des mobilités, mais aussi des espaces d'installation durable des migrants. Dans ce contexte, les questions d'intégration économique, de cohésion sociale et de gouvernance territoriale deviennent centrales pour le Maroc. L'expérience européenne constitue alors à la fois un modèle observé, un avertissement politique et un outil d'anticipation.

D'un point de vue scientifique, cette comparaison permet surtout de déplacer le regard : le Maroc ne doit plus être étudié uniquement comme un "pays de transit", mais comme une société en transformation migratoire progressive, confrontée à des défis désormais proches de ceux observés dans plusieurs pays européens, bien que dans des contextes économiques et politiques très différents.